

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 93 — 3053

13 DECEMBRE 1993. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 28 janvier 1991 fixant les prix maxima pour le transport par taxis

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix;

Vu l'avis de la Commission pour la Régulation des Prix;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que, sans nouvelles dispositions réglementaires, le supplément de nuit instauré suite à la convention collective relative au travail de nuit des chauffeurs de taxi ne pourra plus être appliquée à partir du 1^{er} janvier 1994,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté ministériel du 28 janvier 1991 fixant les prix maxima pour le transport par taxis, un article 1bis est inséré, rédigé comme suit :

« Article 1bis. Pour les courses de nuit, un supplément forfaitaire de F 75 peut être porté en compte au client, à condition que ce supplément soit intégré automatiquement dans le prix indiqué par le taximètre.

Sont considérées comme courses de nuit, les courses pour lesquelles la prise en charge du client se fait entre 22 et 6 heures. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

Bruxelles, le 13 décembre 1993.

M. WATHELET

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 3053

13 DECEMBER 1993. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 januari 1991 houdende vaststelling van de maximumprijzen voor het vervoer met taxi's

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen;

Gelet op het advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zonder nieuwe reglementaire bepalingen de nachttoeslag ingevoerd in aansluiting op de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de nachtarbeid van de taxichauffeurs, vanaf 1 januari 1994 niet meer zal kunnen worden toegepast,

Besluit :

Artikel 1. In het ministerieel besluit van 28 januari 1991 houdende vaststelling van de maximumprijzen voor het vervoer met taxi's wordt een artikel 1bis ingevoegd dat luidt als volgt :

« Artikel 1bis. Voor de nachritten mag een forfaitaire toeslag van F 75 worden aangerekend aan de klant, op voorwaarde dat deze toeslag automatisch wordt geïntegreerd in de prijs die wordt aangegeven door de taxameter.

Worden als nachritten beschouwd, de ritten waarbij het instappen van de klant gebeurt tussen 22 en 6 uur. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994.

Brussel, 13 december 1993.

M. WATHELET

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTÈRE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 3054

9 SEPTEMBRE 1993. — Ordonnance portant modification du Code du logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 10^{quater} de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, il faut entendre par :

1. la Région : la Région de Bruxelles-Capitale;
2. l'Exécutif : l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale;

3. Société immobilière de service public : toute personne morale ayant dans ses missions la réalisation et la mise à disposition d'habitations sociales et dont la Région est actionnaire;

4. Société du Logement de la Région bruxelloise : l'organisme d'intérêt public de catégorie B créé par la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public;

5. Boni social des sociétés immobilières de service public : la différence positive existante entre le loyer de base global annuel et le loyer réel annuel des sociétés immobilières de service public.

Art. 3. Est considéré comme habitation sociale, le bien loué à des personnes de revenus modestes et dont le loyer est fixé conformément aux dispositions relatives au calcul du loyer des logements sociaux, arrêtées par l'Exécutif.

Est assimilé au logement social, le logement acquis, pris en emphytéose, construit ou aménagé par des personnes morales de droit public, le Fonds du Logement des Familles de la Région

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 3054

9 SEPTEMBER 1993. — Ordonnantie houdende de wijziging voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en betreffende de sector van de sociale huisvesting

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid, bedoeld bij artikel 10^{quater} van de Grondwet.

Art. 2. In deze ordonnantie verstaat men onder :

1. het Gewest : het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
2. de Executieve : de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3. openbare vastgoedmaatschappij : elke rechtspersoon die als opdracht heeft, sociale woningen waarvan het Gewest aandeelhouder is, te bouwen en ter beschikking te stellen;

4. de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij : de instelling van openbaar nut die tot categorie B behoort en is opgericht bij de wet van 28 december 1984, tot de afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut;

5. maatschappelijk boni van de openbare vastgoedmaatschappijen : het bestaande positieve verschil tussen de jaarlijkse totale basis-huurprijs en de jaarlijkse reële huurprijs van de openbare vastgoedmaatschappijen.

Art. 3. Als sociale woning wordt beschouwd het goed dat verhuurd wordt aan personen met een laag inkomen, en waarvan de huurprijs is vastgesteld overeenkomstig met de bepalingen van de Executieve betreffende de berekening van de huurprijs van de sociale woningen.

Wordt met sociale woning gelijkgesteld, de verworven woning, de in erfpacht genomen woning, gebouwd of ingericht door publiek-rechtelijke rechtspersonen, het Woningfonds van het Brussels

bruxelloise ou des personnes physiques et qui est destiné à l'habitation de personnes conformément aux conditions d'accès arrêtées par l'Exécutif.

Art. 4. Pour l'application de la présente ordonnance sont considérées comme personnes de revenus modestes celles qui répondent aux conditions fixées par arrêté de l'Exécutif sur avis de la Société du Logement de la Région bruxelloise.

Art. 5. § 1er. Sur avis de la Société du Logement de la Région bruxelloise, l'Exécutif détermine dans le respect de la présente ordonnance et, au besoin, en dérogeant aux dispositions impératives du Code civil :

- le contrat type de bail;
- le mécanisme de calcul de la valeur des immeubles;
- le mécanisme de calcul des loyers applicables aux locataires des sociétés immobilières de service public et, le cas échéant, à ceux de la Société du Logement de la Région bruxelloise, en ce compris les modalités de déplafonnement accéléré;
- les conditions d'inscription des candidats locataires;
- les conditions d'admission des locataires et parmi celles-ci, les priorités spéciales dont bénéficient certains candidats à revenus modestes;
- le taux et les conditions d'octroi des remises de loyer à accorder aux locataires, notamment aux chefs de familles nombreuses ou dans le cadre d'une convention de réhabilitation;
- les conditions relatives à la salubrité, à l'inspection, à la jouissance personnelle de l'immeuble ou de la partie d'immeuble donnée en location;
- les précautions à prendre contre la spéculation.

§ 2. Le contrat type de bail arrêté par l'Exécutif est un bail à durée indéterminée.

§ 3. L'Exécutif prendra les dispositions nécessaires en vue d'assurer une mutation plus importante des locataires entre les différents types de logements offerts.

Cette mutation est assurée lorsque le nombre de personnes occupant un logement social est inférieur d'au moins une unité au nombre de chambres composant le logement. Cette disposition ne trouve cependant pas à s'appliquer pour les personnes âgées de plus de soixante ans et les personnes handicapées.

§ 4. Les locataires dont les revenus sont supérieurs au revenu d'admission versent une cotisation mensuelle de solidarité. En cas de non-respect de l'obligation de cotiser, le bail à durée indéterminée prend fin.

§ 5. Les locataires visés par les dispositions du paragraphe précédent versent une cotisation mensuelle égale à :

— 1/10 000e de la valeur actualisée du logement par tranche de 10 % de revenus excédant le revenu d'admission si les revenus des locataires ne dépassent pas de 50 % les revenus d'accès;

— 1/10 000e de la valeur actualisée du logement par tranche de 5 % de revenus si les revenus des locataires dépassant de plus de 50 % les revenus d'accès.

Le montant de la cotisation ainsi obtenu est revu annuellement en fonction de la valeur actualisée du logement au 31 décembre de l'exercice écoulé.

§ 6. La somme totale que les locataires peuvent être appelés à payer annuellement à titre de loyer et de cotisation ne peut représenter plus de :

- 10 % de la valeur actualisée du bien si celui-ci est situé dans une zone dégradée;
- 12 % de la valeur actualisée du bien dans les autres cas.

Ces pourcentages sont calculés sur base de la valeur actualisée du bien sans que celle qui est prise en considération puisse être inférieure à la valeur régionale moyenne.

L'Exécutif est habilité à fixer une grille régionale homogène de calcul de la valeur actualisée fondée sur des critères objectifs pour l'ensemble de la Région et en ne tenant pas compte de valeurs véniales et spéculatives.

L'Exécutif détermine les zones précitées.

§ 7. Lorsque le revenu net imposable actualisé en fonction des paramètres de calcul du revenu d'accès d'un locataire âgé de moins de soixante ans est supérieur au revenu maximum pratiqué par le Fonds du Logement des Familles de la Région bruxelloise pour l'octroi de ses prêts à taux réduits majoré de 50 %, le locataire :

- soit quitte les lieux moyennant un préavis d'une année;

Gewest of door natuurlijke personen en die bestemd is voor de huisvesting van personen, overeenkomstig de door de Executieve vastgestelde toelatingsvoorwaarden.

Art. 4. In deze ordonnantie vestaat men onder personen met een laag inkomen : de personen die voldoen aan de voorwaarden die, op advies van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, zijn vastgelegd bij besluit van de Executieve.

Art. 5. § 1. Op advies van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij bepaalt de Executieve, in naleving van deze ordonnantie en, zo nodig door af te wijken van de dwingende bepalingen van het Burgerlijke Wetboek, het volgende :

- het type huurcontract;
- de wijze waarop de waarde van de gebouwen wordt berekend;
- de wijze waarop de huurprijzen worden berekend, met inbegrip van de nadere regels voor het versneld ophogen van de maximumhuurprijzen die gelden voor de huurders van de openbare vastgoedmaatschappijen en, desgevallend, de huurders van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij;
- de inschrijvingsvoorwaarden voor de kandidaat-huurders;
- de toelatingsvoorwaarden voor de huurder, waaronder de prioriteiten die worden toegekend aan bepaalde kandidaten met een bescheiden inkomen;
- het bedrag van en de toekenningsvoorwaarden voor de huurverminderingen die aan de huurders worden toegekend, inzonderheid aan de gezinshoofden van grote gezinnen of bij het afsluiten van een renovatieovereenkomst;
- de voorwaarden waaraan het te huur aangeboden gebouw of gedeelte ervan moet voldoen op het vlak van de bewoonbaarheid, het toezicht en het persoonlijk genot;
- de maatregelen ter voorkoming van speculatie.

§ 2. Het type huurcontract dat door de Executieve wordt vastgesteld is een huurcontract van onbepaalde duur.

§ 3. De Executieve zal de nodige maatregelen treffen ten einde een grotere doorstroming van de huurders tussen de verschillende aangeboden typen van woningen te verzekeren.

Deze doorstroming geschiedt wanneer het aantal personen die een sociale woning betrekken ten minste een eenheid lager is dan het aantal kamers waaruit de woning bestaat. Deze bepaling wordt echter niet toegepast op personen ouder dan zestig jaar en op gehandicapte personen.

§ 4. De huurders waarvan de inkomens hoger liggen dan het toelatingsinkomen, storten een maandelijkse solidariteitsbijdrage. Bij niet-naleving van deze verplichting, loopt het huurcontract van onbepaalde duur af.

§ 5. De huurders bedoeld bij de bepalingen van de vorige paragraaf storten een maandelijkse bijdrage die gelijk is aan :

— 1/10 000ste van de geactualiseerde waarde van de woning per schijf van 10 % van de inkomen die het toelatingsinkomen overschrijden, indien de inkomen van de huurders niet hoger liggen dan 50 % van de toelatingsinkomens;

— 1/10 000ste van de geactualiseerde waarde van de woning per schijf van 5 % van de inkomen, indien de inkomen van de huurders met meer dan 50 % de toelatingsinkomens overschrijden.

Het aldus verkregen bedrag van de bijdrage wordt jaarlijks herzien in functie van de geactualiseerde waarde van de woning per 31 december van het afgelopen dienstjaar.

§ 6. De totale som die de huurders eventueel jaarlijks dienen te betalen als huurprijs en bijdrage mag geenszins hoger liggen dan :

- 10 % van de geactualiseerde waarde van het goed, indien het in een vervallen zone is gelegen;
- 12 % van de geactualiseerde waarde van het goed in de andere gevallen.

Deze percentages worden berekend op basis van de geactualiseerde waarde van het goed, zonder dat de in aanmerking genomen waarde lager mag zijn dan de gemiddelde gewestelijke waarde.

De Executieve wordt gemachtigd om een homogeen gewestelijk rooster vast te stellen voor de berekening van de geactualiseerde waarde, op basis van objectieve criteria voor het gehele Gewest en dit zonder rekening te houden met de verkoop- en speculatieve waarden.

De Executieve bepaalt de hierboven vermelde zones.

§ 7. Wanneer het netto belastbaar inkomen, geactualiseerd in functie van de parameters voor de berekening van het toelatingsinkomen van een huurder, onder de zestig jaar, met meer dan 50 % hoger ligt dan het maximuminkomen, toegepast door het Woningfonds van het Brussels Gewest voor het toekennen van de leningen tegen verminderde rentevoet, moet de huurder :

- hetzelfde woning verlaten mits een opzegtermijn van één jaar;

— soit verse une cotisation de solidarité égale au double de la cotisation visée plus haut. Dans ce cas, les plafonds susmentionnés au § 6 ne sont pas d'application.

§ 8. Les sociétés immobilières de service public doivent impérativement affecter le produit des cotisations de solidarité à des opérations de rénovation ou de construction. En l'absence d'affectation du produit de ces cotisations aux opérations précitées, la Société du Logement de la Région bruxelloise pourra d'initiative et selon les modalités déterminées par le règlement ou le contrat de gestion avec la société immobilière de service public visés à l'article 17, affecter ce produit à la réalisation d'opérations de rénovation ou de construction qu'elle détermine.

§ 9. Le produit des bonus sociaux dégagé par les sociétés immobilières de service public en dehors de la cotisation de solidarité est obligatoirement affecté aux mécanismes de solidarité horizontale qui prennent en compte les déficits sociaux des sociétés immobilières de service public qui accueillent des personnes à bas revenus.

Les modalités d'affectation de ces mécanismes horizontaux sont déterminées par l'Exécutif, sur proposition de la Société du Logement de la Région bruxelloise.

CHAPITRE II

La Société du Logement de la Région bruxelloise

§ 1er. La Société du Logement de la Région bruxelloise a pour objet et pour missions :

1. de promouvoir le logement social et d'assister les sociétés immobilières de service public dans leur gestion;
2. dans la mesure de ses disponibilités financières, de mettre à la disposition des sociétés immobilières de service public les moyens financiers nécessaires à la réalisation de leur objet, et notamment d'octroyer une allocation de solidarité aux sociétés immobilières de service public qui subissent une perte en raison de la faiblesse ou de l'absence de revenus de leurs locataires. La mise à disposition des moyens financiers nécessaires aux sociétés immobilières de service public pour la réalisation de leur mission de service public est en tout cas subordonnée à la condition qu'une partie des habitations déterminée par l'Exécutif sur la base des données démographiques régionales sans pouvoir être inférieure à 15 % soit aménagée pour des familles comprenant au moins cinq personnes et en donnant parmi celles-ci la préférence à celles qui ont au moins trois enfants. Elle veillera également à aménager une partie des habitations pour des personnes handicapées.

3. d'exercer le contrôle et la tutelle administrative sur les activités et sur la gestion des sociétés immobilières de service public conformément aux articles 17 et 23;

4. de réaliser la construction ou la rénovation, dans la mesure où les sociétés immobilières de service public n'exécutent pas leur programme :

a) d'habitations sociales;

b) d'immeubles ou de parties d'immeubles à caractère artisanal, commercial, communautaire ou de services qui seraient nécessaires au sein d'un ensemble d'habitations sociales. La Société du Logement de la Région bruxelloise confie ou cède la gestion de ces habitations ou de ces immeubles ou partie d'immeubles à des sociétés immobilières de service public. Elle peut toutefois en assumer elle-même la gestion aussi longtemps que l'acte du mandat ou de cession ne sera pas établi;

5. d'acquérir des biens immeubles, d'y construire, de les aménager, de les rénover, d'en assurer la gestion, de les vendre, de céder tout droit réel démembré sur eux ou de les donner en location et d'imposer des servitudes et charges. De plus, elle sera attentive à mettre en place des critères architecturaux ou d'aménagement du territoire aptes à garantir une vie harmonieuse dans et autour des habitations sociales. Elle soumet à l'approbation de l'Exécutif les programmes d'acquisition de terrains, de construction et de rénovation d'immeubles d'habitats;

6. de consentir des interventions pour l'équipement mobilier indispensable des immeubles construits par elle ou par des sociétés immobilières de service public;

7. de céder tout droit réel sur ses biens immeubles à des tiers ou à des sociétés immobilières de service public en vue de la construction de logement ou d'immeubles ou parties d'immeubles à caractère artisanal, commercial, communautaire ou de service et de leur imposer des servitudes et charges;

8. de promouvoir l'organisation au sein des sociétés immobilières de service public des relations entre les locataires et la société. A cette fin, elle promeut notamment l'organisation d'un service social d'aide, d'encouragement et de conseil au bénéfice des locataires. Dans ce cadre, elle fixe des règles générales d'information des locataires et celles de nature à favoriser la responsabilité personnelle et

— hetzij een solidariteitsbijdrage storten die gelijk is aan het dubbele van de hierboven bedoelde bijdrage. In dit geval zijn de maximumbedragen bedoeld in § 6 niet van toepassing.

§ 8. De openbare vastgoedmaatschappijen zijn gedwongen de opbrengst van de solidariteitsbijdragen aan te wenden voor renovatie- of bouwwerken. Indien de opbrengst van deze bijdragen niet wordt aangewend voor bovengenoemde werken, kan de Brussel Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, uit eigen beweging en volgens de regels bepaald in het in artikel 17 omschreven reglement of beheercontract, gesloten met de openbare vastgoedmaatschappij, deze opbrengst aanwenden voor het uitvoeren van renovatie- en bouwwerken die zij zelf bepaalt.

§ 9. De som van de maatschappelijke boni's van de openbare vastgoedmaatschappijen, de solidariteitsbijdrage niet inbegrepen, moet worden aangewend voor de horizontale solidariteitsmechanismen die rekening houden met de maatschappelijke tekorten van de openbare vastgoedmaatschappijen, die personen met een laag inkomen huisvesten.

Op voorstel van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij worden de nadere regels voor de toepassing van deze horizontale mechanismen door de Executieve bepaald.

HOOFDSTUK II

De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij

Art. 6. § 1. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij heeft tot doel en als opdrachten :

1. de sociale huisvesting te bevorderen en de openbare vastgoedmaatschappijen bij te staan bij het beheer;
2. voor zover haar financiële toestand het toelaat, de nodige financiële middelen ter beschikking te stellen van de hiervoren vermelde maatschappijen voor de verwezenlijking van hun doel en, inzonderheid, een solidariteitsstolage toe te kennen aan de openbare vastgoedmaatschappijen die verlies lijden doordat hun huurders een te laag of geen inkomen hebben. Om recht te hebben op de financiële middelen die nodig zijn voor de verwezenlijking van hun doel als openbare dienst, moeten de openbare vastgoedmaatschappijen in elk geval een door de Executieve op basis van regionale demografische gegevens bepaald en ten minste 15 % bedragend deel van de woningen inrichten voor gezinnen van ten minste vijf personen, en moeten zij aan gezinnen met ten minste drie kinderen voorrang verlenen. Ze zal er tevens over waken dat een deel van de woningen voor gehandicapten wordt ingericht.

3. op de activiteiten en het beheer van de openbare vastgoedmaatschappijen, overeenkomstig de artikelen 17 en 23, controle en administratief toezicht uit te oefenen;

4. als de openbare vastgoedmaatschappijen hun programma niet uitvoeren, zelf in te staan voor het bouwen of renoveren van :

a) sociale woningen;

b) gebouwen of gedeelten van gebouwen van ambachtelijke, commerciële of gemeenschappelijke aard, of met een dienstverleidend karakter dat noodzakelijk is binnen een complex van sociale woningen. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij vertrouwt het beheer van die woningen of van die gebouwen of gedeelten van gebouwen toe, of staat het af aan openbare vastgoedmaatschappijen. Zij kan het beheer ervan evenwel zelf waarnemen, zolang de akte van lastgeving of afstand niet is opgemaakt;

5. onroerende goederen te kopen, erop te bouwen, ze in te richten, te renoveren, te beheren, te verkopen, een geslist zakelijk recht af te staan, de onroerende goederen te verhuren of ze te bezwaren met erfdienvaardigheden en lasten. Ze zal er bovendien over waken om criteria vast te leggen op architecturaal vlak of op het vlak van de ruimtelijke ordening om een harmonisch leven in en rond de sociale woningen te verzekeren. De programma's betreffende de aankoop van gronden, de bouw en de renovatie van gebouwen worden ter goedkeuring aan de Executieve voorgelegd;

6. tegemoetkomingen toe te staan voor de noodzakelijke meubiling van de gebouwen die zij zelf, of die de openbare vastgoedmaatschappijen hebben gebouwd;

7. elk zakelijk recht op haar onroerende goederen af te staan aan derden of aan openbare vastgoedmaatschappijen, met het doel woningen of gebouwen of gedeelten ervan, van ambachtelijke, commerciële of gemeenschappelijke aard, of met een dienstverleidend karakter, te bouwen en te bezwaren met erfdienvaardigheden en lasten;

8. binnen de openbare vastgoedmaatschappijen de relaties tussen de huurders en de maatschappij te bevorderen. Met dit doel bevoert ze in het bijzonder de organisatie van een sociale dienst voor hulp, steun en advies aan de huurders. In het kader hiervan bepaalt ze algemene regels voor informatie van de huurders en deze waarbij de persoonlijke en collectieve verantwoordelijkheid van de huur-

collective des locataires et notamment la participation, l'accompagnement social et la mise à disposition d'infrastructures communes nécessaires;

9. d'organiser ou de favoriser la collaboration entre les sociétés immobilières de service public;

10. de développer toute étude nécessaire à la poursuite de ses missions et de dresser annuellement, à l'attention du Conseil et de l'Exécutif, un rapport d'activités. Ce rapport contient un état du secteur du logement social bruxellois du point de vue du patrimoine, des loyers, de la valeur locative normale, de la situation des candidats locataires, de la situation des locataires, des résultats comptables et de la situation financière de chacune des sociétés immobilières de service public sises en Région de Bruxelles-Capitale, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI. En outre, elle joint à ce rapport, société par société, les données relatives aux attributions de logement : la date d'inscription de la demande, son numéro d'inscription sur le registre des candidatures, son nombre de points en priorité et, le cas échéant, la date de l'attribution du logement ou de la radiation des listes de demandes;

11. de créer un centre de documentation et d'information, d'assurer ou d'encourager la publication de tous documents, études et revues relatifs au logement social et de faire usage dans ce but des moyens de diffusion appropriés;

12. de donner son avis sur toute question relative au logement, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'Exécutif;

13. avec l'accord ou au nom et pour compte de l'Exécutif, de conclure des accords avec des tiers, de contribuer à l'élaboration et à l'exécution de projets, de devenir associée et de participer au capital de sociétés en vue de la réalisation des missions visées ci-dessus;

14. de construire, lorsque les circonstances économiques et sociales l'exigent et avec l'accord de l'Exécutif, des habitations sociales destinées par priorité au personnel d'entreprises nouvelles ou en extension, qui en auront fait la demande auprès de l'Exécutif. Cette demande peut éventuellement être introduite par un organisme international reconnu;

15. avec l'accord de l'Exécutif, d'effectuer toutes autres opérations ayant un rapport avec les missions visées ci-dessus.

§ 2. L'Exécutif alloue à la Société du Logement de la Région bruxelloise les sommes nécessaires à la réalisation de son objet social et à l'accomplissement de ses missions.

§ 3. L'Exécutif et la Société du Logement de la Région bruxelloise concluent un contrat de gestion qui règle les matières suivantes :

1. les objectifs assignés aux parties : ces objectifs traduisent le cadre économique et financier du secteur du logement social, la politique de mobilisation patrimoniale, les arbitrages budgétaires entre l'amortissement de la dette du passé, la perte subie par certaines sociétés immobilières de service public en raison de la faiblesse ou de l'absence de revenus de leurs locataires, les investissements nouveaux et les modalités de sa politique financière;

2. les critères d'évaluation des politiques de logement social auxquelles la Société du Logement de la Région bruxelloise participe;

3. les prestations qui doivent être assurées à l'égard des sociétés immobilières de service public;

4. les conditions de l'accord liant la Société du Logement de la Région bruxelloise à d'autres personnes morales ou l'associant à d'autres interventions publiques dans la politique du logement;

5. les sanctions en cas de défaut ou de mauvaise exécution par une partie de ses engagements;

6. les conditions de révision du contrat.

Le contrat de gestion est communiqué pour information au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale dès sa conclusion par les parties. Il est, en outre, publié au *Moniteur belge*.

Il a une durée de cinq ans et est renouvelable pour des périodes successives de cinq ans. Il sera procédé, deux ans et demi après la mise en place du régime du contrat de gestion, à une évaluation conjointe entre l'Exécutif et la Société du Logement de la Région bruxelloise. Il pourra, à cette occasion, au besoin être adapté de commun accord.

ders wordt bevorderd en met name de participatie, de sociale begeleiding en de terbeschikkingstelling van de nodige gemeenschappelijke infrastructuren;

9. de samenwerking tussen de openbare vastgoedmaatschappijen onderling te organiseren of te bevorderen;

10. elk onderzoek te voeren dat noodzakelijk is voor de voortzetting van haar opdrachten en jaarlijks een activiteitenverslag op te maken ter attentie van de Raad en de Executieve. Dit verslag beschrijft de toestand van de sociale huisvesting in Brussel, wat betreft het eigen vermogen, de huurprijzen, de normale huurwaarde, de toestand van de kandidaat-huurders, de toestand van de huurders, de boekhoudkundige resultaten en de financiële toestand van elk van de openbare vastgoedmaatschappijen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen zijn, en dit overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VI. Bovendien voegt ze bij dit verslag, per maatschappij, de gegevens betreffende het toekennen van woningen : de datum van de inschrijving van de aanvraag, het nummer van de inschrijving in het register van de kandidaturen, het aantal punten met betrekking tot prioriteiten en, desgevallend, de datum waarop de woning werd toegekend of waarop de persoon werd geschrapt van lijsten met de aanvragen;

11. een documentatie- en voorlichtingscentrum op te richten, de publikatie te verzorgen of aan te moedigen van alle documenten, studies en tijdschriften betreffende de sociale huisvesting, en hiertoe gebruik te maken van de passende distributiemiddelen;

12. advies uit te brengen over elke kwestie met betrekking tot de huisvesting, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Executieve;

13. met de instemming van de Executieve of in haar naam en voor haar rekening, akkoorden te sluiten met derden, bij te dragen tot de uitwerking en de uitvoering van projecten, vennoot te worden en deel te nemen in het kapitaal van de maatschappijen met de bedoeling de hiervoren vermelde opdrachten te verwezenlijken;

14. sociale woningen te bouwen, die bij voorrang bestemd zijn voor het personeel van nieuwe of in uitbreiding zijnde ondernemingen, die daartoe een aanvraag hebben ingediend bij de Executieve, wanneer de economische en sociale omstandigheden zulks vereisen en mits de toestemming van de Executieve. Deze aanvraag kan eventueel door een erkende internationale instelling worden ingediend;

15. met de instemming van de Executieve alle andere verrichtingen te doen die betrekking hebben op de hiervoren vermelde opdrachten.

§ 2. De Executieve stelt de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij de middelen ter beschikking die nodig zijn voor de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel en voor het uitvoeren van haar opdrachten.

§ 3. De Executieve en de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij sluiten een beheercontract dat de volgende aangelegenheden regelt :

1. de doelstellingen van de partijen : die doelstellingen betreffen het economische en financiële kader van de sociale huisvesting, de wijze waarop het vermogen wordt aangewend, de budgettaire geschillen over de aflossing van vroegere schulden, het verlies dat sommige openbare vastgoedmaatschappijen wordt geleden omdat hun huurders een te laag of geen inkomen hebben, de nieuwe investeringen en de regels voor het financiële beleid;

2. de criteria voor de evaluatie van het sociale huisvestingsbeleid waaraan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij deelt;

3. de dienstverlening waar de openbare vastgoedmaatschappijen recht op hebben;

4. de voorwaarden waaronder de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij met andere rechtspersonen akkoorden aangaat of waaronder zij wordt betrokken bij andere overheidsinitiatieven op het gebied van het huisvestingsbeleid;

5. de sancties die men een partij kan opleggen als zij haar verplichtingen niet of slecht nakomt;

6. de voorwaarden om het contract te herzien.

Zodra het beheercontract gesloten is, wordt het voor kennisgeving aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad bezorgd. Het contract wordt bovendien in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Het beheercontract heeft een looptijd van vijf jaar en is hernieuwbaar voor opeenvolgende periodes van vijf jaar. Twee en een half jaar na de invoering van het stelsel van het beheercontract, zal men overgaan tot een gemeenschappelijke evaluatie tussen de Executieve en de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij. Bij deze gelegenheid kan het, zo nodig, met onderlinge toestemming worden aangepast.

Art. 7. § 1er. La Société du Logement de la Région bruxelloise est administrée par un conseil composé de quinze membres. L'élection des administrateurs se fait par l'assemblée générale sur proposition de leurs groupes linguistiques respectifs :

1. dix membres pour le groupe linguistique majoritaire dont quatre au maximum peuvent appartenir au Conseil de la Région;
2. cinq membres pour l'autre groupe linguistique dont deux au maximum peuvent appartenir au Conseil de la Région.

Les administrateurs sont révocables à tout moment par l'assemblée générale. Leur mandat est renouvelable.

§ 2. L'Exécutif propose au conseil d'administration un président et un vice-président administrateur-délégué qu'il élit en son sein. Le président et le vice-président appartiennent à un groupe linguistique différent.

§ 3. L'Exécutif nomme, par arrêté, deux commissaires de groupe linguistique différent qui exercent leur mission conformément aux articles 9 et 10 et de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

En cas de conclusion du contrat de gestion visé à l'article 6, § 3, les pouvoirs de contrôle des commissaires se limitent au contrôle du respect par la Société du Logement de la Région bruxelloise du contrat de gestion.

§ 4. Le mandat d'administrateur de la Société du Logement de la Région bruxelloise est incompatible avec la qualité de président, d'administrateur, de commissaire, de réviseur, de délégué social, de membre du personnel d'une société immobilière de service public de la Région de Bruxelles-Capitale ou d'une société de logement d'une autre région.

Ne peuvent pas remplir la fonction d'administrateur : les membres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et les Secrétaires d'Etat qui leur sont adjoints, les conseillers provinciaux, ainsi que les personnes ayant la qualité d'administrateur ou de dirigeant ou employé d'une entreprise de travaux publics ou d'une société de promotion et de construction immobilière, ainsi que toutes les personnes qui exercent ces activités en nom propre.

Art. 8. La Société du Logement de la Région bruxelloise est une personne morale de droit public qui prend la forme d'une société anonyme. Elle peut recevoir des dons et legs et acquérir les biens, même immobiliers, nécessaires à son administration.

Elle est régie, pour tout ce qui n'est pas prévu par la présente ordonnance, par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 9. Les droits attachés aux actions détenues par la Région sont exercés par l'Exécutif.

L'Exécutif peut autoriser la Société du Logement de la Région bruxelloise à contracter des emprunts. En tel cas, la Société du Logement de la Région bruxelloise tient l'Exécutif informé de la conclusion ou de l'émission, ainsi que de l'exécution des clauses de ses emprunts.

L'Exécutif est autorisé à garantir envers les tiers, aux conditions qu'il détermine et dans les limites fixées par le budget, le remboursement en principal, intérêts et frais des emprunts contractés par la Société du Logement de la Région bruxelloise.

CHAPITRE III. — *Politique immobilière*

Art. 10. La Société du Logement de la Région bruxelloise et les sociétés immobilières de service public moyennant l'avis favorable de la Société du Logement de la Région bruxelloise peuvent être autorisées par arrêté de l'Exécutif à poursuivre, en vue de la réalisation de leur objet, l'expropriation pour cause d'utilité publique, même par zones, d'immeubles bâties ou non bâties, en se conformant aux lois et ordonnances ou toutes autres dispositions légales en la matière.

Art. 11. § 1er. Les sociétés immobilières de service public ne peuvent aliéner leurs biens immobiliers bâties ou non bâties et tous droits réels constitués sur eux que dans le respect des objectifs du secteur et de la politique foncière déterminée par l'Exécutif et moyennant l'autorisation préalable de la Société du Logement de la Région bruxelloise.

En tous les cas, une société immobilière de service public ne peut aliéner un élément de son patrimoine immobilier à un prix inférieur à la valeur vénale et que si une des conditions suivantes est remplie :

1. si cet élément de patrimoine ne lui permet pas de réaliser sa mission de service public;

2. si l'aliénation de cet élément de patrimoine lui permet d'exécuter les obligations qui lui incombent en fonction du règlement ou du contrat de gestion visés à l'article 17;

Art. 7. § 1. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij wordt bestuurd door een raad van vijftien leden. De bestuurders worden verkozen door een algemene vergadering op de voordracht van hun respectieve taalgroep :

1. tien leden voor de taalgroep die de meerderheid vormt, van wie er ten hoogste vier tot de Hoofdstedelijke Raad mogen behoren;

2. vijf leden voor de andere taalgroep, van wie er ten hoogste twee tot de Hoofdstedelijke Raad mogen behoren.

De algemene vergadering kan de bestuurder op elk ogenblik afzetten. Hun mandaat is hernieuwbaar.

§ 2. De Executieve draagt aan de raad van bestuur een voorzitter en een ondervoorzitter gedelegeerd bestuurder voor, die uit de leden van die raad gekozen worden. De voorzitter en de ondervoorzitter behoren tot verschillende taalgroepen.

§ 3. De Executieve benoemt bij besluit twee commissarissen die tot een verschillende taalgroep behoren. Ze vervullen hun taak in overeenstemming met de artikelen 9 en 10 van de wet van 16 maart 1954, betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Bij het sluiten van het in artikel 6, § 3, bedoelde beheercontract, beperken de controlebevoegdheden van de commissarissen zich tot de controle op de naleving van het beheercontract door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

§ 4. Het mandaat van bestuurder van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij is niet verenigbaar met de hoedanigheid van voorzitter, bestuurder, commissaris, revisor, sociaal afgevaardigde, personeelslid van een openbare vastgoedmaatschappij van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van een huisvestingsmaatschappij van een ander gewest.

De volgende personen mogen de functie van bestuurder niet vervullen : de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en hun toegevoegde Staatssecretarissen, de provincieraadsleden, alsmede de personen die de functie van bestuurder of hoofd of bediende van een onderneming van openbare werken of van een projectontwikkelingsmaatschappij vervullen, alsmede alle personen die deze activiteiten in eigen naam uitoefenen.

Art. 8. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij is een publiekrechtelijke rechtspersoon die de rechtsvorm van een naamloze vennootschap aanneemt. Zij kan schenkingen en legaten ontvangen en de goederen, zelfs onroerende goederen, verwerven die noodzakelijk zijn voor haar bestuur.

Voor alles wat niet door deze ordonnantie geregeld wordt, valt ze onder de toepassing van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 9. De Executieve oefent de rechten uit die verbonden zijn aan de aandelen van het Gewest.

De Executieve kan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij de toestemming geven leningen te sluiten. In dergelijk geval houdt de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij de Executieve op de hoogte van het sluiten of uitgifte ervan, alsmede van de uitvoering van de clausules van haar leningen.

De Executieve is gemachtigd ten opzichte van derden, onder de voorwaarden die zij bepaalt en binnen de op de begroting bepaalde grenzen, de terugbetaling te waarborgen van de hoofdsom, de renten en de kosten, van de leningen die de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij sluit.

HOOFDSTUK III. — *Vastgoedbeleid*

Art. 10. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en de openbare vastgoedmaatschappijen, mits de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij een gunstig advies verleent, kunnen er bij besluit van de Executieve toe gemachtigd worden, met het oog op de verwezenlijking van hun doel, ten algemeen nutte, zelfs bij stroken, bebouwde of niet-bebouwde onroerende goederen te onteigenen, met inachtneming van de wetten en ordonnanties of enige andere wetsbepalingen ter zake.

Art. 11. § 1. De openbare vastgoedmaatschappijen mogen hun onroerende goederen, al dan niet bebouwd, en alle daarop gevestigde zakelijke rechten, enkel vervreemden als zij de doelstellingen van de sector en van het door de Executieve bepaalde grondbeleid naleven, op voorwaarde dat zij hiervoor de voorafgaandelijke toestemming van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij hebben gekregen.

Een openbare vastgoedmaatschappij kan in geen geval een onderdeel van haar onroerend vermogen vervreemden tegen een prijs die lager is dan de verkoopwaarde en indien niet aan één van de volgende voorwaarden is voldaan :

1. als dit deel van het vermogen dat vervreemd wordt, van geen nut is om haar taak als openbare dienst uit te voeren;

2. als de vervreemding van dat deel van het vermogen haar in staat stelt de verplichtingen haar opgelegd krachtens het reglement of het beheercontract genoemd in artikel 17, na te komen;

3. si cet élément de patrimoine dans le cas d'un échange est remplacé par un élément de patrimoine dont la valeur, la superficie ou la situation permet la réalisation d'un des objectifs déterminés par le règlement ou le contrat de gestion visés à l'article 17.

Le produit de l'aliénation doit intégralement être affecté à sa politique d'investissement dans le respect des objectifs du secteur du logement social et de la politique budgétaire arrêtée dans les contrats de gestion visés à l'article 6, § 3, et à l'article 17, § 2.

Les mesures de publicité visées à l'article 4 de l'ordonnance relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux s'appliquent à ces opérations.

§ 2. La Société du Logement de la Région bruxelloise ou les sociétés immobilières de service public sont autorisées à contribuer à l'élaboration de projets, à devenir associées et à participer au capital des sociétés en vue de réaliser leurs réserves foncières dans le cadre d'opérations immobilières destinées à être affectées à une part significative de logements sociaux. Dans ce cas, le produit de la mobilisation du foncier doit être intégralement affecté à la politique d'investissement du secteur du logement social.

Pour les sociétés immobilières de service public, la procédure d'autorisation est organisée conformément au § 1er.

Pour la Société du Logement de la Région bruxelloise, l'autorisation est octroyée par l'Exécutif soit en vertu de l'article 6, § 1er, 15^e, soit en vertu du contrat de gestion visé à l'article 6, § 3.

Les mesures de publicité visées à l'article 4 de l'ordonnance relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux s'appliquent à ces opérations.

CHAPITRE IV. — Les sociétés immobilières de service public

Art. 12. Les sociétés immobilières de service public prennent la forme de sociétés anonymes ou de sociétés coopératives. Elles peuvent recevoir des dons et legs et acquérir les biens, même immobiliers, nécessaires à leur administration.

Elles sont régies, pour tout ce qui n'est pas prévu par la présente ordonnance, par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 13. Lorsque la majorité du capital social d'une société immobilière de service public est souscrite par la Région, les communes, les centres publics d'aide sociale, la majorité du conseil d'administration doit appartenir aux délégués de cette catégorie de participants.

Lorsque la part du capital social souscrite par la commune lui accorde des administrateurs, une représentation des groupes politiques siégeant au conseil communal et non représentés au collège des bourgmestre et échevins est garantie.

Les représentants de ces groupes politiques participent, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration de la société immobilière de service public.

Les dispositions des alinéas 2 et 3 du présent article sont applicable à partir du premier renouvellement intégral des conseils communaux qui suivra l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Les droits attachés aux actions ou parts détenus par la Région sont exercés par l'Exécutif.

Art. 14. A la demande des fondateurs d'une société immobilière de service public en formation, la Région est autorisée à souscrire un quart du capital de celle-ci, sans préjudice des parts de la Province.

Art. 15. Sur avis de la Société du Logement de la Région bruxelloise, l'Exécutif peut proposer la fusion de plusieurs sociétés immobilières de service public en une société nouvelle, l'absorption d'une de ces sociétés par une autre ou la fusion de services de plusieurs sociétés immobilières de service public accomplissant des missions de même nature.

La fusion ou l'absorption ne peut être opérée que si l'assemblée générale de chaque société intéressée a émis un avis favorable à la majorité requise par ses statuts.

Les parts ou actions détenues par les associés qui, dans les trois mois de la fusion ou de l'absorption, auront fait connaître leur opposition à y participer, leur seront remboursées à la valeur qui aurait été déterminée en cas de dissolution, par application des statuts.

Art. 16. Les sociétés immobilières de service public ne peuvent, sans l'autorisation de la Société du Logement de la Région bruxelloise, valablement emprunter auprès de tiers, hypothéquer leurs

3. als dat deel van het vermogen geruild wordt voor een deel van een vermogen waarvan de waarde, de oppervlakte of de ligging de maatschappij in staat stelt, één van de doelstellingen te realiseren die bepaald zijn door het reglement of door het beheercontract of die in artikel 17 genoemd worden.

De opbrengst van de verveemding moet het investeringsbeleid integraal ten goede komen met inachtneming van de doelstellingen van de sector van de sociale huisvesting en van het begrotingsbeleid zoals bepaald in de beheerscontracten bedoeld in artikel 6, § 3, en in artikel 17, § 2.

De maatregelen voor de bekendmaking, genoemd in artikel 4 van de ordonnantie betreffende de verveemding van domeingoederen, zijn van toepassing op deze verrichtingen.

§ 2. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of de openbare vastgoedmaatschappijen zijn gemachtigd om mee te werken aan de uitwerking van projecten, vennoot te worden en deel te nemen in het kapitaal van de maatschappijen met de bedoeling hun grondreserves te gedenken te maken voor vastgoedverrichtingen die voor een belangrijk deel bestemd zijn voor sociale woningen. In dit geval, moet de opbrengst van het losmaken van het vastgoed integraal ten goede komen aan het investeringsbeleid van de sociale huisvesting.

Voor de openbare vastgoedmaatschappijen wordt de machtingssprocedure overeenkomstig § 1 geregeld.

Voor de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij wordt de machting verleend door de Executieve, hetzij overeenkomstig artikel 6, § 1, 15^e, hetzij op basis van het in artikel 6, § 3, genoemde beheercontract.

De maatregelen voor de bekendmaking, genoemd in artikel 4 van de ordonnantie betreffende de verveemding van domeingoederen, zijn van toepassing op deze verrichtingen.

HOOFDSTUK IV. — De openbare vastgoedmaatschappijen

Art. 12. De openbare vastgoedmaatschappijen nemen de rechtsvorm aan van een naamloze vennootschap of van een coöperatieve vennootschap. Zij kunnen schenkingen en legaten ontvangen en de goederen, zelfs de onroerende goederen, verwerven die noodzakelijk zijn voor hun bestuur.

Voor alles wat niet door deze ordonnantie geregeld wordt, vallen ze onder de toepassing van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 13. Als het Gewest, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn op de meerderheid van het maatschappelijk kapitaal van een openbare vastgoedmaatschappij hebben ingetekend, dan moeten de afgevaardigden van deze categorie van intekenaars de meerderheid vormen in de raad van bestuur.

Als het deel van het maatschappelijk kapitaal, waarop de gemeente heeft ingetekend, haar het recht geeft op bestuurders, wordt een vertegenwoordiging gewaarborgd van de politieke fracties die in de gemeenteraad zitting hebben en niet vertegenwoordigd zijn in het college van burgemeester en schepenen.

De vertegenwoordigers van deze politieke fracties nemen, met raadgevende stem, deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur van de openbare vastgoedmaatschappij.

De bepalingen van het tweede en het derde lid van dit artikel zijn van toepassing vanaf de eerste volledige vernieuwing van de gemeenteraden na de inwerkingtreding van deze ordonnantie.

De Executieve oefent de rechten uit die verbonden zijn aan de aandelen van het Gewest.

Art. 14. Het Gewest is bevoegd om, op verzoek van de stichters van een openbare vastgoedmaatschappij in oprichting, in te tekenen op één vierde van het kapitaal ervan onvermindert de aandelen van de Provincie.

Art. 15. Op advies van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij kan de Executieve verscheidene openbare vastgoedmaatschappijen voorstellen te fuseren tot één nieuwe maatschappij. Ze kan één van deze maatschappijen door een andere laten overnemen, of de diensten fusieren van verscheidene openbare vastgoedmaatschappijen die opdrachten van dezelfde aard vervullen.

De fusie of overname kan enkel tot stand komen als de algemene vergadering van elke maatschappij, bij meerderheid van stemmen, zoals statutair bepaald wordt, een gunstig advies uitbrengt.

De vennooten die binnen drie maanden na fusie of overname hun verzet tegen deze verrichting bekendgemaakt hebben, krijgen voor hun aandelen dezelfde prijs als die welke, overeenkomstig de statuten, ze gekregen zouden hebben bij ontbinding van de vennootschap.

Art. 16. Zonder de toestemming van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij mogen de openbare vastgoedmaatschappijen geen leningen bij derden aangaan, hun goederen niet hypothe-

biens immobiliers, céder à des tiers les garanties hypothécaires qu'elles possèdent ou conclure tout autre opération de nature à obérer leur situation financière.

La Société du Logement de la Région bruxelloise statue dans les soixante jours de la réception de la demande. Passé ce délai, le silence de la Société du Logement de la Région bruxelloise vaut refus. En cas de refus de la Société du Logement de la Région bruxelloise, la société immobilière de service public concernée a dix jours ouvrables, à dater soit de l'écoulement du délai de soixante jours, soit de la notification du refus, pour introduire un recours auprès du conseil d'administration de la Société du Logement de la Région bruxelloise.

Le conseil d'administration a trente jours pour statuer. Le silence au terme de ce délai vaut acceptation de la demande sans préjudice de l'exercice de la tutelle.

Art. 17. § 1er. La Société du Logement de la Région bruxelloise élaboré un règlement qui régit les matières suivantes:

1. la politique d'investissement des sociétés immobilières de service public;
2. la fixation des loyers dans les habitations sociales;
3. les règles de conduite vis-à-vis des usagers des prestations de service public;
4. les diverses obligations financières des sociétés immobilières de service public;
5. les mécanismes horizontaux de solidarité financière et les modalités d'affectation de la cotisation mensuelle de solidarité;
6. les conditions de gestion et d'exploitation des activités de la société immobilière de service public excédant sa mission de service public;
7. les objectifs relatifs à la gestion financière et patrimoniale de tous les éléments affectant la mission de service public de la société immobilière de service public;
8. les critères d'évaluation de l'exécution des obligations des sociétés immobilières de service public;
9. les conditions de l'accord d'une société immobilière de service public avec d'autres personnes morales conclu pour valoriser ses prestations de service public à l'égard des usagers;
10. les sanctions en cas de défaut ou de mauvaise exécution par les sociétés immobilières de service public de leurs obligations.

Ce règlement ne s'applique pas à la société immobilière de service public qui a conclu un contrat de gestion avec la Société du Logement de la Région bruxelloise.

§ 2. Chaque société immobilière de service public peut conclure avec la Société du Logement de la Région bruxelloise un contrat de gestion qui a pour objet de traduire à l'échelle de chaque société les objectifs et les modalités visées à l'article 6, § 3, et qui règle les matières suivantes:

1. l'autonomie de la société immobilière de service public dans ses investissements;
2. la fixation des loyers dans les habitations sociales;
3. les règles de conduite vis-à-vis des usagers des prestations de service public;
4. les diverses obligations financières des parties;
5. les mécanismes horizontaux de solidarité financière en ce compris l'affectation de la cotisation mensuelle de solidarité perçue en son sein;
6. les conditions de gestion et d'exploitation des activités de la société immobilière de service public excédant sa mission de service public;
7. les objectifs relatifs à la gestion financière et patrimoniale de tous les éléments affectant la mission de service public de la société immobilière de service public;
8. les critères d'évaluation des engagements des parties;
9. les conditions de l'accord de la société immobilière de service public;
10. les incitants à la réalisation des objectifs fixés dans le contrat de gestion;
11. les sanctions en cas de défaut ou de mauvaise exécution par une partie de ses engagements;
12. les conditions de révision du contrat.

Le contrat de gestion a une durée de cinq ans et est renouvelable pour des périodes successives de cinq ans. Il sera procédé, deux ans et demi après la mise en place du régime du contrat de gestion, à une évaluation commune pouvant donner lieu à des adaptations.

keren noch hun hypothecaire waarborgen aan derden afstaan of enige andere handeling verrichten die hun financiële toestand kan bezwaren.

De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij beslist binnen zestig dagen na de ontvangst van de aanvraag. Na deze termijn geldt het stilzwijgen van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij als een weigering. In geval de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij weigert, beschikt de betrokken openbare vastgoedmaatschappij over tien werkdagen, hetzij na het verstrijken van de termijn van zestig dagen, hetzij na de kennisgeving van de weigering, om een beroep in te dienen bij de raad van bestuur van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

De raad van bestuur beschikt over dertig dagen om zich hierover uit te spreken. Indien, na het verstrijken van deze termijn, hij niet is ingegaan op het verzoek, wordt dit geacht te zijn aanvaard onverminderd de uitoefening van het toezicht.

Art. 17. § 1. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij stelt een reglement op dat de volgende aangelegenheden regelt:

1. het investeringsbeleid van de openbare vastgoedmaatschappijen;
2. de vaststelling van de huurprijzen in de sociale woningen;
3. de gedragsregels ten opzichte van de gebruikers van de openbare diensten;
4. de verschillende financiële verplichtingen van de openbare vastgoedmaatschappijen;
5. de horizontale financiële solidariteitsmechanismen en de wijze van besteding van de maandelijkse solidariteitsbijdrage;
6. de beheer- en exploitatievoorwaarden voor activiteiten van de openbare vastgoedmaatschappijen die niet tot haar taak als openbare dienst behoren;
7. de doelstellingen in verband met het financiële beheer en het vermogensbeheer van alles wat te maken heeft met de taak van de openbare vastgoedmaatschappij als openbare dienst;
8. de evaluatiecriteria met betrekking tot de verplichtingen van de openbare vastgoedmaatschappijen;
9. de bepalingen van de overeenkomst tussen een openbare vastgoedmaatschappij en andere rechtspersonen, die wordt gesloten met de bedoeling om de taak van de maatschappij als openbare dienst, ten opzichte van de gebruikers te valoriseren;
10. de sancties indien de openbare vastgoedmaatschappijen hun verplichtingen niet of slecht nakomen.

Dit reglement is niet van toepassing op de openbare vastgoedmaatschappij die een beheercontract heeft gesloten met de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

§ 2. Elke openbare vastgoedmaatschappij kan met de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij een beheercontract sluiten dat de doelstellingen in regels, bedoeld in artikel 6, § 3, aan elke maatschappij moet aanpassen en dat de volgende aangelegenheden regelt:

1. de autonomie van de openbare vastgoedmaatschappij om te investeren;
2. de vastlegging van de huurprijzen van sociale woningen;
3. de gedragsregels ten opzichte van de gebruikers van de openbare diensten;
4. de verschillende financiële verplichtingen van de partijen;
5. de horizontale financiële solidariteitsmechanismen met inbegrip van de besteding van de maandelijkse solidariteitsbijdrage die ze ontvangt;
6. de beheer- en exploitatievoorwaarden voor activiteiten van de openbare vastgoedmaatschappij die niet tot haar taak als openbare dienst behoren;
7. de doelstellingen in verband met het financiële beheer en het vermogensbeheer van alles wat te maken heeft met de taak van de openbare vastgoedmaatschappij als openbare dienst;
8. de evaluatiecriteria met betrekking tot de verplichtingen van de partijen;
9. de bepalingen van de overeenkomst van de openbare vastgoedmaatschappij;
10. de aanmoedigingen om de in het beheercontract vastgestelde doelstellingen te verwezenlijken;
11. de sancties indien een partij haar verplichtingen niet of slecht nakomt;
12. de voorwaarden om het contract te herzien.

Het beheercontract heeft een looptijd van vijf jaar en is hernieuwbaar voor opeenvolgende periodes van vijf jaar. Twee en een half jaar na de invoering van het stelsel van het beheercontract, zal een gezamenlijke evaluatie worden verricht, die tot aanpassingen kan leiden.

CHAPITRE V. — *Modalités de financement*

Art. 18. § 1er. L'octroi des crédits d'investissement à une société immobilière de service public peut être subordonné par la Société du Logement de la Région bruxelloise à l'engagement d'en affecter une partie :

1. à la construction de maisons ou d'appartements d'un type agréé par elle et réservés en priorité à des personnes occupant soit des habitations insalubres dont la démolition ou la fermeture est prévue, soit des habitations surpeuplées;

2. à l'assainissement, à l'amélioration et à l'adaptation d'habitatis insalubres améliorables ou d'habitatis salubres mais fonctionnellement inadaptées.

§ 2. Les sociétés immobilières de service public peuvent, avec l'approbation et l'aide financière de la Société du Logement de la Région bruxelloise, acquérir des immeubles résidentiels ou non en vue de les démolir, de les assainir, de les améliorer ou de les adapter.

Dans les mêmes conditions, elles peuvent, en vue de les assainir, de les améliorer ou de les adapter, louer ou donner en location conformément au contrat-type de bail à réhabilitation des habitatis pour plus de neuf ans, ou acquérir sur elles des droits autres que la propriété.

§ 3. La Région alloue un subside, dont les conditions d'octroi et de montant sont fixés par l'Exécutif, à la Société du Logement de la Région bruxelloise et à ses sociétés immobilières de service public lorsqu'elles procèdent :

1. soit à l'acquisition ou à l'expropriation ainsi qu'à la démolition totale ou partielle :

a) d'une habitation isolée insalubre non améliorable ou d'un ensemble d'habitatis insalubres non améliorables;

b) d'une ou de plusieurs autres habitatis ou immeubles non résidentiels, faisant partie d'un ensemble d'habitatis insalubres non améliorables, pour autant qu'ils soient incompatibles avec un aménagement rationnel du territoire.

2. soit l'acquisition ou à l'expropriation d'habitatis insalubres améliorables ou d'habitatis salubres mais fonctionnellement inadaptées, ainsi qu'à leur assainissement, amélioration ou adaptation.

Art. 19. Sans préjudice de l'article 11, § 2, la Société du Logement de la Région bruxelloise peut, à concurrence d'un pourcentage à fixer par l'Exécutif qui peut atteindre cent pourcent, prendre à sa charge le coût de notamment l'équipement en voirie, les égouts, l'éclairage public, la distribution d'eau, ainsi que le coût de l'aménagement des abords communs des habitatis, y compris les trottoirs, dans les cas où une société immobilière de service public ou une association de sociétés immobilières de service public :

1. a) construit un ensemble d'au moins vingt habitatis sociales, habitatis assimilées ou habitatis moyennes, telles que définies respectivement en exécution de l'article 49 et de l'article 54 des lois coordonnées du 10 décembre 1970 portant le Code du Logement ou encore des immeubles ou parties d'immeubles à caractère artisanal, commercial, communautaire ou de services qui seraient nécessaires au sein d'un tel ensemble;

b) dans tous les cas, la part d'habitatis sociales ne peut être inférieure aux deux tiers des constructions réalisées dans l'ensemble considéré;

2. réhabilité, rénove ou améliore un groupe d'au moins dix habitatis dont l'infrastructure est inexistante ou insuffisante.

La Société du Logement de la Région bruxelloise peut aussi prendre à sa charge le coût de la rénovation ou de la reconstruction des ouvrages financés par l'Etat, les sociétés agréées, la Région ou elle-même pour autant que ces financements aient été octroyés dans des conditions équivalentes à celles fixées par le § 1er du présent article et de ses arrêtés d'exécution.

L'Exécutif peut également mettre à la charge de la Société du Logement de la Région bruxelloise, tout ou partie du coût d'autres équipements d'infrastructure communs, ainsi que des installations, équipements ou constructions à caractère artisanal, commercial, de services, collectif ou d'intérêt socio-culturel pour autant que ces équipements, installations ou constructions constituent des parties intégrantes du groupe d'habitatis.

Art. 20. Les sociétés immobilières de service public peuvent être autorisées par l'Exécutif à exécuter elles-mêmes les travaux visant notamment l'équipement en voirie, les égouts, l'éclairage public, la distribution d'eau, ainsi que le coût de l'aménagement des abords communs des habitatis, y compris les trottoirs. Elles bénéficient dans ce cas d'une subvention de la Région fixée conformément aux dispositions de l'article 19.

HOOFDSTUK V. — *Financieringsregels*

Art. 18. § 1. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij kan aan een openbare vastgoedmaatschappij die investeringsskrediet krijgt, de verplichting opleggen om een deel ervan te besteden aan :

1. het bouwen van huizen of appartementen van een door haar erkend type, die in de eerste plaats moeten worden toegewezen aan personen die ofwel wonen in een ongezonde woning die zal worden gesloopt of gesloten, ofwel wonen in een overbevolkte woning;

2. het saneren, het verbeteren en het aanpassen van ongezonde woningen die verbeterd kunnen worden of van gezonde woningen die functioneel onaangepast zijn.

§ 2. De openbare vastgoedmaatschappijen kunnen, met de goedkeuring en de financiële hulp van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, gebouwen aankopen die al dan niet voor huisvesting bestemd zijn om ze te slopen, te saneren, te verbeteren of aan te passen.

Onder dezelfde voorwaarden kunnen zij woningen huren of verhuren voor een periode langer dan negen jaar, met de bedoeling ze te saneren, te verbeteren of aan te passen, overeenkomstig het type huurcontract bij renovatie. Zij kunnen op deze woningen andere rechten dan de eigendomsrechten verwerven.

§ 3. Het Gewest kent aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en aan haar openbare vastgoedmaatschappijen een toelage toe, waarvan de toekenningsvooraarden en het bedrag door de Executieve worden vastgesteld, indien zij overgaan tot :

1. hetzij de aankoop of de onteigening, alsmede de gehele of gedeeltelijke sloping van :

a) een alleenstaande ongezonde woning die niet verbeterd kan worden of een complex van ongezonde woningen die niet verbeterd kunnen worden;

b) één of meer andere woningen of gebouwen die niet voor huisvesting bestemd zijn, die deel uitmaken van een complex van ongezonde woningen die niet verbeterd kunnen worden, voor zover ze niet in een rationele ruimtelijke ordening passen.

2. hetzij de aankoop of de onteigening van ongezonde woningen die verbeterd kunnen worden of van gezonde maar functioneel onaangepaste woningen, alsmede de sanering, aanpassing of verbetering ervan.

Art. 19. Onvermindert artikel 11, § 2, kan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, ten belope van een door de Executieve te bepalen percentage — dat zelfs 100 % kan bedragen —, in de volgende gevallen en onder de volgende voorwaarden de kosten van met name de uitrusting van de wegen, de riolering, de openbare verlichting, de waterleiding alsmede de kosten van de aanleg van de gemeenschappelijke omgeving van de woningen, met inbegrip van de voetpaden op zich nemen; indien een openbare vastgoedmaatschappij of een vereniging van openbare vastgoedmaatschappijen :

1. a) een complex van ten minste twintig sociale woningen, hiermee gelijkgestelde woningen of middelgrote woningen bouwt, zoals bepaald ter uitvoering van respectievelijk artikel 49 en artikel 54 van de gecoördineerde wetten van 10 december 1970, houdende de Huisvestingscode, of indien ze gebouwen of gedeelten van gebouwen opricht van ambachtelijke, commerciële of gemeenschappelijke aard, of met een dienstverlenend karakter dat noodzakelijk is binnen een dergelijk complex;

b) het aantal sociale woningen mag in geen geval minder bedragen dan de twee derden van het hierboven vermelde woningencomplex;

2. een complex van ten minste tien woningen saneert, renoveert of verbetert, waarvan de infrastructuur ontbreekt of ontoereikend is.

De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij kan ook de kosten op zich nemen van renovaties of reconstructies van werken die de Staat, erkende maatschappijen, het Gewest of zijzelf gefinancierd heeft. Die financiering moet evenwel toegekend zijn onder voorwaarden die vergelijkbaar zijn met die van § 1 van dit artikel en zijn uitvoeringsbesluiten.

De Executieve mag de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij eveneens alle kosten of een deel van de kosten opleggen: van andere gemeenschappelijke infrastructuurwerken en van installaties, inrichtingen of gebouwen van ambachtelijke, commerciële of gemeenschappelijke aard of met een dienstverlenend of socio-cultureel karakter, voor zover zij in de woongroep geïntegreerd zijn.

Art. 20. De openbare vastgoedmaatschappijen kunnen er door de Executieve toe gemachtigd worden zelf de werkzaamheden die onder meer betrekking hebben op de uitrusting van de wegen, de riolering, de openbare verlichting, de watervoorziening alsmede de kosten voor de aanleg van de omgeving van de woningen, met inbegrip van de voetpaden uit te voeren. Zij krijgen in dat geval een toelage van het Gewest die vastgelegd wordt overeenkomstig de bepalingen van artikel 19.

Art. 21. Les sociétés immobilières de service public ne peuvent prétendre au bénéfice des articles 19 et 20 que si les habitations construites, assainies, améliorées ou adaptées, ainsi que les acquéreurs et les locataires satisfont aux conditions à fixer par l'Exécutif.

Elles sont tenues de rembourser à la Société du Logement de la Région bruxelloise l'intervention de celle-ci dans le coût de l'infrastructure, majoré des intérêts au taux légal, lorsque ces conditions ne sont pas respectées.

Les réseaux de voirie équipée construits ou à construire avec le bénéfice de l'intervention de la Région par des sociétés immobilières de service public sont transférés gratuitement et dans l'état où ils se trouvent à la commune ou à la Région et sont incorporés dans la voirie communale ou régionale.

Art. 22. L'Exécutif détermine les conditions d'application des dispositions du présent chapitre.

CHAPITRE VI. — *Gestion et contrôle des sociétés immobilières de service public*

Art. 23. Sans préjudice des autres compétences que lui accorde la présente ordonnance, la Société du Logement de la Région bruxelloise a aussi pour missions :

1. de veiller à la conformité des activités exercées par les sociétés immobilières de service public aux dispositions du chapitre III;
2. de contrôler la validité de la composition et le fonctionnement des organes des sociétés immobilières de service public;
3. de contrôler le respect par les sociétés immobilières de service public des règles administratives, comptables, financières et de gestion sociale qui régissent leur fonctionnement et leurs activités;
4. d'établir à l'égard des sociétés immobilières de service public les directives techniques en vue de l'organisation de ses missions de contrôle;
5. de formuler, à la requête de l'Exécutif ou de sa propre initiative, des propositions portant sur la comptabilité et la gestion financière des sociétés immobilières de service public;
6. de formuler, à la requête de l'Exécutif ou de sa propre initiative, des avis sur le fonctionnement des sociétés immobilières de service public;
7. d'établir annuellement un rapport sur le fonctionnement et sur les activités des sociétés immobilières de service public de la Région. Ce rapport est déposé auprès du conseil de la Région;
8. d'examiner toute plainte en rapport avec le fonctionnement et les activités des sociétés immobilières de service public;
9. de veiller au respect par les sociétés immobilières de service public des dispositions régissant les programmes d'investissement et visées par la présente ordonnance ou par toute autre disposition réglementaire.

A cet effet, elle veille également à l'attribution effective des logements aux personnes bénéficiant de priorités telles que visées par la présente ordonnance ou par toute autre disposition réglementaire.

Art. 24. Chaque société immobilière de service public doit disposer d'un système de contrôle interne, c'est-à-dire un système d'organisation et de procédures qui a pour objectifs la sauvegarde du patrimoine, la fiabilité des informations comptables et sociales, l'amélioration des performances et de l'efficacité sociale et le respect des instructions.

Sur proposition de la Société du Logement de la Région bruxelloise, l'Exécutif détermine les conditions auxquelles ce contrôle doit répondre.

Art. 25. § 1er. Chaque société immobilière de service public désigne un réviseur d'entreprise qui accomplit auprès de la société immobilière de service public sa mission telle qu'elle est définie par les lois sur les sociétés commerciales et les statuts sociaux.

En outre, chaque réviseur est tenu de faire rapport de ses missions à la Société du Logement de la Région bruxelloise au moins deux fois l'an.

Le coût du rapport est supporté par la Société du Logement de la Région bruxelloise.

§ 2. L'Exécutif, la Société du Logement de la Région bruxelloise ou les sociétés immobilières de service public peuvent charger le réviseur de missions supplémentaires.

Dans ce cas, le coût des missions supplémentaires est supporté par l'organisme qui en fait la demande.

Art. 26. La Société du Logement de la Région bruxelloise désigne et rémunère un délégué social auprès de chacune des sociétés immobilières de service public. Le délégué social ne peut exercer sa mission auprès de la même société immobilière de service public pour une durée de plus de trois ans.

Art. 21. De openbare vastgoedmaatschappijen kunnen enkel aanspraak maken op de toepassing van de artikelen 19 en 20, als de woningen die ze gebouwd, gesaneerd, verbeterd of aangepast hebben en als de kopers of huurders voldoen aan de voorwaarden die de Executieve vast moet leggen.

Indien die voorwaarden niet gerespecteerd worden, zijn ze verplicht de tegemoetkoming in de kosten van de infrastructuur, vermeerderd met de wettelijke interessen, terug te storten aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

De wegennetten die door de openbare vastgoedmaatschappijen aangelegd werden of zullen worden met toelagen van het Gewest, worden gratis en in de staat waarin ze zich bevinden, overgedragen aan de gemeente of aan het Gewest, waarna zij deel uitmaken van het gemeentelijk of gewestelijk wegennet.

Art. 22. De Executieve bepaalt de voorwaarden voor de toepassing van dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK VI. — *Het beheer van en het toezicht op de openbare vastgoedmaatschappijen*

Art. 23. Zonder afbreuk te doen aan de andere bevoegdheden die in deze ordonnantie worden toegekend aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, moet zij :

1. erop toezien dat de activiteiten van de openbare vastgoedmaatschappijen met de bepalingen uit hoofdstuk III overeenstemmen;
2. toezicht houden op de rechtsgeldigheid van de samenstelling en de werkwijze van de openbare vastgoedmaatschappijen;
3. erop toezien dat de openbare vastgoedmaatschappijen de administratieve, boekhoudkundige en financiële voorschriften naleven;
4. technische richtlijnen uitvaardigen om de controle op de openbare vastgoedmaatschappijen goed te kunnen organiseren;
5. op verzoek van de Executieve of op eigen initiatief voorstellen voor de boekhouding en het financiële beheer van de openbare vastgoedmaatschappijen formuleren;
6. op verzoek van de Executieve of op eigen initiatief adviezen over de werkwijze van de openbare vastgoedmaatschappijen uitbrengen;
7. jaarlijks een verslag over de werkwijze en de activiteiten van de openbare vastgoedmaatschappijen van het Gewest opmaken;
8. elke klacht over de werking en de activiteiten van de openbare vastgoedmaatschappijen onderzoeken;
9. erop toezien dat de openbare vastgoedmaatschappijen de bepalingen naleven, die de investeringsprogramma's regelen en beoogd zijn bij deze ordonnantie of bij elke andere reglementaire bepaling.

Ze ziet eveneens toe op de effectieve toewijzing van de woningen aan de personen die prioritair zijn, zoals bedoeld bij deze ordonnantie of bij elke andere reglementaire bepaling.

Art. 24. Elke openbare vastgoedmaatschappij moet een intern controlesysteem uitwerken, dit is een organisatie- en proceduresysteem voor de bescherming van het patrimonium, de betrouwbaarheid van de boekhoudkundige en maatschappelijke gegevens, de verbetering van de prestaties en van de sociale doeltreffendheid en de naleving van de richtlijnen.

Op voorstel van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij bepaalt de Executieve de voorwaarden waaraan het systeem van interne controle moet voldoen.

Art. 25. § 1. Elke openbare vastgoedmaatschappij wijst een bedrijfsrevisor aan die zijn opdracht bij de openbare vastgoedmaatschappij vervult, zoals bepaald door de wetten op de handelsvenootschappen en de maatschappelijke statuten.

Elke bedrijfsrevisor is er bovendien toe gehouden om, ten minste tweemaal per jaar, verslag uit te brengen over zijn opdrachten bij de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

De kosten voor het verslag zijn ten laste van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

§ 2. De Executieve, de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of de openbare vastgoedmaatschappijen kunnen de bedrijfsrevisor met extra opdrachten beladen.

In dit geval zijn de kosten voor de extra opdrachten ten laste van de instelling die erom verzoekt.

Art. 26. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij stelt bij elke openbare vastgoedmaatschappij een sociaal afgewaardigde aan en bezoldigt hem. De sociaal afgewaardigde mag zijn opdracht bij eenzelfde openbare vastgoedmaatschappij niet gedurende een termijn van meer dan drie jaar uitoefenen.

Ce délégué doit être choisi sur une liste publique de candidats délégués sociaux établie par la Société du Logement de la Région bruxelloise. Pourront seuls figurer sur cette liste les candidats qui répondent à des critères de compétence que fixe la Société du Logement de la Région bruxelloise.

Ne peuvent remplir la fonction de délégué social : toute personne disposant d'un mandat électif, ainsi que les personnes ayant la qualité d'administrateur ou de dirigeant d'une entreprise de travaux publics ou d'une société de promotion et de construction immobilière ainsi que toutes les personnes qui exercent l'une de ces activités en leur nom propre et toute personne locataire ou candidat-locataire d'une société immobilière de service public.

Art. 27. Le délégué social a pour mission de veiller au respect par chaque société immobilière de service public auprès de laquelle il est désigné, des conditions d'inscription des candidats locataires et des conditions d'admission des locataires, des modalités de définition des valeurs locatives normales, du contrat type de bail, du contrat type de bail à réhabilitation, des priorités spéciales au bénéfice de certains candidats à revenus modestes, du régime locatif du secteur, des taux et des conditions d'octroi des remises de loyer.

Sans préjudice des autres missions dont la Société du Logement de la Région bruxelloise peut le charger, le délégué social veille au respect par les sociétés immobilières de service public, des règles administratives et de gestion sociale qui régissent leur fonctionnement et leurs activités.

En cas de conclusion du contrat de gestion visé à l'article 17, § 2, le délégué social veille à la bonne exécution par la société immobilière de service public de celui-ci.

Le délégué social peut requérir pour l'accomplissement de sa mission l'assistance du réviseur d'entreprise visé à l'article 25.

Le délégué social remet à l'Exécutif, à la Société du Logement de la Région bruxelloise ainsi qu'à la société immobilière de service public concernée :

1. un rapport semestriel détaillé de ses activités, notamment les recours dont il a été saisi et la suite qu'il leur a réservée. Il joint à ce rapport les données relatives aux attributions de logement : la date d'inscription de la demande, son numéro d'inscription sur le registre des candidatures, son nombre de points en priorité et, le cas échéant, la date de l'attribution du logement ou de la radiation des listes de demandes;

2. un rapport annuel synthétisant ses remarques sur le respect par la société immobilière de service public auprès de laquelle il est désigné, des règles administratives et de gestion sociale du secteur.

Art. 28. Le délégué social assiste aux réunions des organes d'administration et de gestion de la société immobilière de service public auprès de laquelle il est désigné.

Il peut contraindre les membres de ces organes à traiter des problèmes en rapport avec ses missions.

Si les membres de ces organes refusent de se prononcer ou adoptent une décision en rapport avec ses missions contraire à l'intérêt général, le délégué social, dès qu'il en est informé, dispose d'un délai de quatre jours ouvrables pour introduire un recours auprès de la Société du Logement de la Région bruxelloise et lui proposer une décision motivée. Le recours est suspensif. La Société du Logement de la Région bruxelloise a vingt jours ouvrables pour prendre une décision.

En cas de silence de la Société du Logement de la Région bruxelloise au terme de ce délai, la décision incriminée est confirmée. Lorsque l'organe a refusé de se prononcer à la demande du délégué social, la décision proposée par celui-ci est exécutoire dans les vingt jours ouvrables. Le délégué social informe la Société du Logement de la Région bruxelloise de l'exécution de ces décisions.

* **Art. 29.** En cas d'inexécution totale ou partielle de l'une de ses missions, la Société du Logement de la Région bruxelloise peut infliger au délégué social, selon la gravité des faits qui lui sont imputés :

- 1^o un rappel à l'ordre;
- 2^o un blâme;
- 3^o une suspension de fonction;
- 4^o une révocation.

La Société du Logement de la Région bruxelloise établit le règlement disciplinaire qui prévoit une possibilité de recours auprès de l'Exécutif.

Deze afgevaardigde wordt gekozen op een openbare lijst met kandidaten sociaal afgevaardigden opgesteld door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij. Op deze lijst mogen slechts kandidaten voorkomen die aan de bevoegdheidscriteria voldoen, vastgesteld door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

Wie verkozen is, of wie bestuurder is of aan het hoofd staat van een onderneming van openbare werken of een projectontwikkelingsmaatschappij, alsook alle personen die één van deze, in eigen naam, uitoeften en alle huurders of kandidaat-huurders bij een openbare vastgoedmaatschappij, kunnen geen sociaal afgevaardigde zijn.

Art. 27. De sociaal afgevaardigde dient na te gaan of de openbare vastgoedmaatschappij, waarbij hij is aangesteld, de inschrijvingsvooraarden voor de kandidaat-huurders en de toelatingsvooraarden voor de huurders naleeft. Ook moet hij de naleving nagaan van de bepalingen in verband met de berekening van normale huurprijzen, van het type huurcontract en van het type huurcontract bij renovatie. Verder gaat hij na of de speciale voorwaarden voor mensen met een laag inkomen, met name de aangepaste huurprijzen en de toekenningsoverwaarden voor huurverminderingen naleefden worden.

Onverminderd de andere opdrachten waarmee de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij de sociaal afgevaardigde belast, ziet hij erop toe dat de openbare vastgoedmaatschappij de administratieve en maatschappelijke beheersvoorschriften naleeft, die hun werkwijze en hun activiteiten regelen.

Bij het sluiten van een beheercontract, bedoeld bij artikel 17, § 2, ziet de sociaal afgevaardigde toe op de correcte uitvoering ervan door de openbare vastgoedmaatschappij.

De sociaal afgevaardigde kan voor de uitvoering van een specifieke opdracht een beroep doen op de bedrijfsrevisor genoemd in artikel 25.

De sociaal afgevaardigde bezorgt aan de Executieve, aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij alsook aan de betrokken openbare vastgoedmaatschappij :

1. een gedetailleerd halfjaarlijks verslag over zijn activiteiten, met name over het beroep dat op hem werd gedaan en het gevolg dat hij daaraan gegeven heeft. Hij voegt bij dit verslag de gegevens betreffende het toekennen van woningen : de datum van de inschrijving van de aanvraag, het inschrijvingsnummer in het register van de kandidaturen, het aantal punten met betrekking tot prioriteiten en, desgevallend, de datum waarop de woning werd geschreft van de lijsten met de aanvragen;

2. een jaarlijks syntheseverslag over het naleven door de openbare vastgoedmaatschappij waarbij hij is aangewezen, van de administratieve en maatschappelijke beheersvoorschriften van de sector.

Art. 28. De sociaal afgevaardigde woont de vergaderingen van de bestuurs- en beheersorganen bij van de openbare vastgoedmaatschappijen waar hij aangesteld is.

Hij kan de ledén van de bovengenoemde organen dwingen de problemen die bij zijn opdrachten rijzen te behandelen.

Als de ledén van die organen een beslissing nemen die strijdig is met het algemeen belang of als ze weigeren een beslissing te nemen, kan de sociaal afgevaardigde beroep aantekenen. Vanaf de dag van kennisgeving beschikt hij over vier werkdagen om bij de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij beroep aan te tekenen en een met redenen omklede beslissing voor te stellen. Het beroep is opschortend. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij moet binnen twintig werkdagen een beslissing nemen.

Bij stilzwijgen van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij wordt na afloop van die periode de gewraakte beslissing bevestigd. Als het orgaan geweigerd heeft op voorstel van de sociaal afgevaardigde een beslissing te nemen, wordt diens voorstel na twintig werkdagen uitvoerbaar. De sociaal afgevaardigde brengt de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij op de hoogte van de uitvoering van de beslissingen.

Art. 29. Als de sociaal afgevaardigde zijn opdrachten helemaal niet of slechts gedeeltelijk uitvoert, kan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij hem, naargelang van de ernst van de feiten die hem ten laste worden gelegd, één van de volgende straffen opleggen :

- 1^o een terechtwijzing;
- 2^o een blaam;
- 3^o een schorsing;
- 4^o afzetting.

De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij stelt het tuchtreglement op waarbij een beroeps mogelijkheid bij de Executieve voorzien wordt.

CHAPITRE VII. — Des recours administratifs

Art. 30. Toute personne intéressée peut introduire auprès d'une société immobilière de service public une plainte en rapport avec ses missions. La plainte est envoyée par lettre recommandée à la poste ou déposée moyennant accusé de réception au siège social ou administratif de la société.

Le délégué social entend préalablement les parties en litige.

La société immobilière de service public informe le plaignant de la recevabilité de sa plainte dans les trente jours de sa réception.

Le conseil d'administration de la société immobilière de service public statue dans les nonante jours à dater de la réception. Il informe le plaignant de sa décision au terme de ce délai.

Le plaignant peut introduire un recours auprès de la Société du Logement de la Région bruxelloise par lettre recommandée à la poste ou par dépôt moyennant accusé de réception au siège social ou administratif :

1^e lorsque sa plainte est déclarée irrecevable ou non fondée;

2^e lorsqu'il estime n'avoir pas obtenu satisfaction;

3^e lorsque les délais impartis à la société immobilière de service public pour statuer sont épuisés.

Le délai d'introduction du recours est de trente jours courant dès la notification de la décision incriminée ou de l'épuisement du délai visé au 3^e ou 4^e alinéa.

La Société du Logement de la Région bruxelloise informe le requérant de sa décision dans les soixante jours de la réception du recours. La société immobilière de service public est chargée de son exécution. En cas de silence au terme de ce délai, le recours est réputé fondé.

CHAPITRE VIII. — Des sanctions et du contentieux

Section 1re. — Les sanctions administratives

Art. 31. En vue du rétablissement de la situation financière d'une société immobilière de service public dont la situation en matière de solvabilité ou de liquidité est considérée comme insuffisante par la Société du Logement de la Région bruxelloise, celle-ci peut exiger que la société immobilière de service public lui propose un plan de redressement.

Art. 32. § 1er. Lorsque la Société du Logement de la Région bruxelloise constate qu'une société immobilière de service public n'agit pas suivant ses objectifs statutaires ou ne respecte pas les obligations imposées par la présente ordonnance ou ses arrêtés d'exécution ainsi que les lois applicables aux sociétés commerciales, elle peut, par décision motivée, ordonner à ladite société immobilière de service public de régulariser la situation dans un délai fixé par elle.

Ce délai prend cours à partir de la notification de la décision.

§ 2. Lorsque, à l'issue de ce délai, la société immobilière de service public n'a pas effectué la régularisation imposée, la Société du Logement de la Région bruxelloise peut en fonction de la gravité et de la nature de l'infraction :

1. proposer à l'Exécutif la nomination d'un commissaire spécial;

2. proposer à l'Exécutif la fusion de la société immobilière de service public concernée ou l'absorption de celle-ci;

3. décider de suspendre l'exercice des compétences des organes de la société immobilière de service public concernée et s'y substituer pendant la période requise par la régularisation.

§ 3. La société immobilière de service public concernée peut interjeter appel auprès de l'Exécutif contre les décisions arrêtées conformément au § 2, 3^e, dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision de la Société du Logement de la Région bruxelloise.

L'appel n'est pas suspensif.

L'Exécutif prend une décision dans les trente jours qui suivent l'introduction de la procédure d'appel. En cas de silence au terme de ce délai, la décision de la Société du Logement de la Région bruxelloise est réputée confirmée.

Art. 33. L'Exécutif définit les modalités de nomination du commissaire spécial, ses compétences et ses pouvoirs.

Le commissaire spécial est tenu de donner une autorisation écrite, générale ou spéciale, pour tous les actes et décisions de tous les organes de la société immobilière de service public, ainsi que pour tous les actes et décisions des préposés qui ont le droit de prendre des décisions qui engagent la société immobilière de service public.

La Société du Logement de la Région bruxelloise peut toutefois limiter le champ des opérations qui sont soumises à autorisation.

HOOFDSTUK VII. — Het administratief beroep

Art. 30. Elke betrokken kan een klacht indienen bij een openbare vastgoedmaatschappij met betrekking tot haar opdrachten. De klacht moet aangetekend verstuurd worden of tegen afgifte van een ontvangstbewijs bij de maatschappelijke of administratieve zetel ingediend worden.

De sociaal afgevaardigde hoort voorafgaandelijk de partijen in het geding.

De openbare vastgoedmaatschappij deelt de klager binnen dertig dagen na de ontvangst mee of de klacht ontvankelijk is.

De raad van bestuur van de openbare vastgoedmaatschappij beslist binnen negentig dagen na de ontvangst. Hij deelt de klager binnen deze termijn zijn beslissing mee.

De klager kan bij de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij beroep aantekenen, bij een ter post aangetekende brief of via het neerleggen ervan, tegen afgifte van een ontvangstbewijs, bij de maatschappelijke of administratieve zetel :

1^e indien de klacht onontvankelijk of ongegrond verklaard wordt;

2^e indien hij acht dat hij geen voldoening heeft gekregen;

3^e indien de aan de openbare vastgoedmaatschappij toegekende termijnen op uitspraak te doen, zijn verstreken.

De termijn voor het beroep bedraagt dertig dagen vanaf de kennisgeving van de gewraakte beslissing of dertig dagen nadat de termijn die in alinea 3 of 4 genoemd wordt, verstreken is.

De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij brengt de aanklager binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep van haar beslissing op de hoogte. De openbare vastgoedmaatschappij wordt belast met de uitvoering ervan. Bij stilzwijgen wordt het beroep als gegronde beschouwd.

HOOFDSTUK VIII. — Sancties en geschillen

Afdeling 1. — De administratieve sancties

Art. 31. Wanneer een openbare vastgoedmaatschappij volgens de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij met solvabiliteits- of liquiditeitsproblemen kampt, mag de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij eisen dat de betrokken maatschappij een saneringsplan uitwerkt.

Art. 32. § 1. Wanneer de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij vaststelt dat een openbare vastgoedmaatschappij niet volgens haar statutair doel handelt of de opgelegde verplichtingen uit deze ordonnantie, de erbij behorende uitvoeringsbesluiten of de wetten op de handelsvennootschappen niet naleeft, kan zij via een met redenen omklede beslissing eisen, dat de betrokken vastgoedmaatschappij binnen een termijn die door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij wordt bepaald, de toestand regulariseert.

Deze termijn gaat in vanaf de kennisgeving van de beslissing.

§ 2. Wanneer na het verstrijken van de bovengenoemde termijn de openbare vastgoedmaatschappij de gevraagde regularisering niet heeft uitgevoerd, kan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij naargelang van de ernst en de aard van de overtreding :

1. aan de Executieve voorstellen een bijzondere commissaris te benoemen;

2. aan de Executieve voorstellen de betrokkenen vastgoedmaatschappij te fuseren of over te nemen;

3. de bevoegdheden van de organen van de openbare vastgoedmaatschappij opschorten en tot de toestand geregulariseerd is die bevoegdheden overnemen.

§ 3. De betrokkenen openbare vastgoedmaatschappij kan tegen de beslissingen genomen overeenkomstig § 2, 3^e, van dit artikel bij de Minister, binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, beroep aantekenen.

Het beroep is niet opschortend.

De Executieve moet binnen dertig dagen na de instelling van de beroepsprocedure een beslissing nemen. Als ze dat niet doet, wordt na afloop van die periode de beslissing van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij als bevestigd beschouwd.

Art. 33. De Executieve bepaalt de wijze van benoeming van de bijzondere commissaris, zijn bevoegdheden en rechten.

De bijzondere commissaris dient een algemene of specifieke geschreven volmacht te geven voor alle handelingen of beslissingen van alle organen van de openbare vastgoedmaatschappijen en van de aangestelden die bindende beslissingen voor de openbare vastgoedmaatschappijen kunnen nemen.

De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij kan evenwel het aantal verrichtingen, waarvoor een volmacht nodig is, beperken.

Le commissaire spécial peut soumettre toute proposition qu'il juge opportune aux délibérations de tous les organes de la société immobilière de service public.

La rémunération du commissaire spécial est fixée par l'Exécutif et est supportée par la société immobilière de service public.

Section 2. — Les sanctions pénales

Art. 34. Sont punis des peines prévues à l'article 196 du Code pénal, les administrateurs, mandataires et préposés d'une société immobilière de service public qui ont fait sciemment une déclaration fausse ou incomplète afin d'obtenir ou de conserver une subvention de la Région.

Sans préjudice de l'application de peines plus sévères prévues dans le Code pénal, sont punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de mille à dix mille francs ou d'une de ces deux peines seulement, les administrateurs, mandataires et préposés d'une société immobilière de service public et le délégué social qui enfreignent sciemment les dispositions administratives, financières et comptables de la présente ordonnance ou de ses arrêtés d'exécution.

Sans préjudice de l'application de peines plus sévères prévues dans le Code pénal, sont punis des mêmes peines, les administrateurs, mandataires et préposés d'une société immobilière de service public qui font des fausses déclarations à la Société du Logement de la Région bruxelloise, ou au réviseur désigné par celle-ci ou au délégué social désigné par la Société du Logement de la Région bruxelloise, ou qui refusent de donner les renseignements demandés en exécution de la présente ordonnance ou de ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE IX *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 35. Sont abrogés :

1. l'article 9, § 8, de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonné le 13 mars 1991;

2. l'article 24 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, y inséré par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1987 et modifié par la loi du 22 juillet 1970;

3. les articles 10 à 37, 111 et 112 des lois coordonnées du 10 décembre 1970 portant le Code du Logement.

A l'article 99 des lois coordonnées du 10 décembre 1970 portant le Code du Logement, les mots « l'Etat » sont remplacés par « la Région », les mots « le Roi » sont remplacés par « l'Exécutif », les mots « les sociétés immobilières de service public » sont supprimés.

Dans l'article 113 des lois coordonnées du 10 décembre 1970 portant le Code du Logement, les mots « l'Etat » sont remplacés par « la Région », les mots « le Roi » sont remplacés par « l'Exécutif », les mots « à la Société nationale du Logement, aux sociétés agréées par elle » sont supprimés.

Les arrêtés d'exécution des articles 10 à 37, 99, 111 à 113 des lois coordonnées du 10 décembre 1970 portant le Code du Logement, sont abrogés dans la mesure où ils concernent la Société du Logement de la Région bruxelloise ou les sociétés immobilières de service public.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 septembre 1993.

Le Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

D. GOSUIN

Le Ministre de l'Economie,

R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

De bijzondere commissaris kan elk voorstel, dat hij opportuun acht, op de beraadslagingen van de organen van de openbare vastgoedmaatschappij laten bespreken.

De bezoldiging van de bijzondere commissaris wordt door de Executieve bepaald en door de openbare vastgoedmaatschappij uitgekeerd.

Afdeling 2. — Strafbepalingen

Art. 34. De volgende personen worden met straffen uit artikel 196 van het Strafwetboek gestraft : de bestuurders, lasthebbers en de aangestelden van een openbare vastgoedmaatschappij die bewust een valse of onvolledige verklaring hebben afgelegd om een subsidie van het Gewest te verkrijgen of te behouden.

Onverminderd de toepassing van strengere straffen gesteld in het Strafwetboek, worden de volgende personen gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar, of met een geldboete van duizend tot tienduizend frank, of met één van die straffen alleen : de bestuurders, lasthebbers, aangestelden en de sociaal afgevaardigde van een openbare vastgoedmaatschappij die bewust de administratieve, financiële en boekhoudkundige bepalingen van deze ordonnantie of de daarop betrekking hebbende uitvoeringsbesluiten overtraden.

Onverminderd de toepassing van strengere straffen gesteld in het Strafwetboek, worden gestipt met dezelfde straffen : de bestuurders, lasthebbers en aangestelden van een openbare vastgoedmaatschappij die valse verklaringen afleggen aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, of aan de door haar aangestelde revisor, of aan de door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij aangestelde sociaal afgevaardigde. De boven genoemde personen worden ook met dezelfde straffen gestraft als ze weigeren de ter uitvoering van deze ordonnantie of van de erbij behorende uitvoeringsbesluiten gevraagde inlichtingen te verstrekken.

HOOFDSTUK IX *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 35. De volgende artikelen worden opgeheven :

1. artikel 9, § 8, van de wet van 28 december 1984 betreffende de afschaffing en de herstructurerung van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten gecoördineerd op 13 maart 1991;

2. artikel 24 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967 en gewijzigd door de wet van 22 juli 1970;

3. de artikelen 10 tot 37, 111 en 112 van de gecoördineerde wetten van 10 december 1970 houdende de Huisvestingscode.

In artikel 99 van de gecoördineerde wetten van 10 december 1970 houdende de Huisvestingscode, worden de woorden « de Staat » vervangen door « het Gewest », de woorden « de Koning » door « de Executieve » en vervallen de woorden « de bouwmaatschappijen tot nut van het algemeen ».

In artikel 113 van de gecoördineerde wetten van 10 december 1970 houdende de Huisvestingscode worden de woorden « de Staat » vervangen door « het Gewest », de woorden « de Koning » door « de Executieve » en vervallen de woorden « bij de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, aan de door haar erkende maatschappijen ».

De uitvoeringsbesluiten van de artikelen 10 tot 37, 99 en 111 tot 113 van de gecoördineerde wetten van 10 december 1970 houdende de Huisvestingscode, worden opgeheven in die mate dat ze het Gewest, de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of de openbare vastgoedmaatschappijen betreffen.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 september 1993.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
en Minister van Ruimtelijke Ordening,
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt
en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud
en Waterbeleid,

D. GOSUIN

De Minister van Economie,

R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer
en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,

J.-L. THYS